

ABOUDJERRA SOLTANI :**«Je ne postule pas pour un autre mandat»**

«Il me reste encore une année et demie de mon actuel mandat à la tête du Mouvement, le deuxième pour moi. Et je vous annonce d'ores et déjà que je ne vais pas postuler pour un autre mandat.» Décidément, le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Aboudjerra Soltani, veut se mettre à l'air du temps !

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Le patron de l'ex-Hamas, fidèle à la ligne du double discours hérité de Mahfoud Nahnah, ne lâche rien pour essayer de se réconcilier avec l'électorat intériste pur et dur.

Se sachant, lui et son parti, sérieusement bousculés à leur droite par l'avènement imminent de trois nouveaux partis islamistes, Aboudjerra emprunte carrément la posture d'un chef de l'opposition et multiplie les sorties médiatiques les unes plus spectaculaires que les autres.

Hier mercredi encore, l'ancien ministre sous Zeroual et Bouteflika a saisi l'opportunité du forum du quotidien *E'Chaâb* dont il est l'invité pour se distinguer : «Certains de nos dirigeants raisonnent encore avec la mentalité remontant à la période de la guerre froide», dira-t-il par exemple en allusion claire à Abdelaziz Bouteflika. Il dira aussi : «Citez-moi un seul pays au monde ou, lors d'un vote au Parlement, le nombre de procurations était

supérieur au nombre des présents ! Lors des séances de vote sur les textes des réformes politiques, ce sont les sièges et non pas les députés qui ont voté ! Avons-nous voté (en 2007) pour des députés ou pour des sièges ?» Plus encore, Aboudjerra plaide pour des durées limitées dans l'exercice de postes de responsabilité : «Au bout de dix années, aucun responsable à quelque niveau que ce soit ne peut plus rien donner ! Au bout de cette période, l'on est usé, laminé (...)». Avant de lancer cette mise en garde : «J'espère que l'on en arrive pas, comme chez nos voisins, à l'extrémité où le changement interviendrait sous le slogan "dégage" ! La meilleure période pour se retirer, pour n'importe quel responsable, c'est lorsqu'il est au summum de sa gloire.» Le MSP n'est-il plus dans l'Alliance présidentielle ? A-t-il quitté le gouvernement où il siège encore avec quatre ministres ? «C'est au majliss échoura (conseil consultatif) de trancher», répondra, toutefois, le conférencier lors



Photo : Samir Sid

Aboudjerra Soltani égale à lui-même.

du débat qui s'en est suivi. «Je n'ai aucun avis personnel sur cette question», précisera-t-il même. Aussi, s'il était réellement convaincu que l'on ne doit pas demeurer plus d'une décade dans un poste de responsabilité, pourquoi lui et le MSP ont voté des deux mains et sans procuration la révision constitutionnelle de novembre 2008 qui prolongeait indéfiniment les mandats de Bouteflika ?

Le MSP et Aboudjerra ayant par ailleurs mené campagne au profit du candidat Bouteflika lors

de la présidentielle d'avril 2009. Aboudjerra, qui a réponse à tout, même aux invraisemblances les plus criantes, dira à ce propos : «Si nous avons soutenu l'ouverture des mandats en 2008, c'était pour empêcher que les éradicateurs ne s'emparent du pouvoir ! Nous, nous n'avons pas oublié ce que ces gens-là nous disaient auparavant (avant 1999) : qu'ils ne faisaient aucune distinction entre les islamistes modérés et extrémistes. Que les islamistes devaient être éradiqués. Nous n'avons toujours pas oublié que,

par exemple, ces éradicateurs dominaient y compris les campus universitaires.

Nous n'avons toujours pas oublié une certaine pièce de théâtre intitulée *Moh, prends ta valise* (du grand écrivain Kateb Yacine).» Mais Aboudjerra, qui était lui-même ministre avant 1999, se contredira tout de suite après : «Deux choses sont certaines : tous ceux qui seront pour un régime parlementaire et combattront l'option d'un régime présidentiel sont nos alliés. C'est valable de Abdallah Djaballah jusqu'à Saïd Sadi.»

Quant au deuxième engagement et qui n'a aucune chance d'être tenu celui-là : «Nous ne combattrons jamais un autre parti islamiste.» Aboudjerra citera plusieurs fois le nom de Djaballah mais à aucun moment celui de Abdelmadjid Menasra. Ceci étant, Aboudjerra avouera clairement ses ambitions présidentielles pour 2014 : «Il n'y a qu'en Algérie que l'on trouve cela bizarre ! Pourtant, c'est la vocation même de chaque parti politique.

Oui ! Je postulerai à la présidence et après la présidence je postulerai au poste de SG de l'ONU, s'il le faut !»

K. A.**Les redresseurs de Mila fustigent la dernière sortie du SG du FLN**

Les redresseurs du FLN de la wilaya de Mila se mobilisent et préparent activement les prochaines échéances électorales.

Toute en affichant leur engagement indéfectible à côté de la direction du mouvement, ils se disent mobilisés et prêts à disputer les joutes électorales avec des listes indépendantes.

Réunis en conclave mardi à Mila, soit trois jours après ce qu'ils ont qualifié de

«carnaval populaire taillé sur mesure pour le SG du FLN Abdelaziz Belkhadem», les membres du bureau de wilaya du mouvement de redressement et d'authenticité estiment que «Belkhadem et sa bande sont responsables à travers leur politique de marginalisation des fils du parti de la saignée qu'avait connue et continue de connaître le parti depuis le neuvième congrès». Aussi, ils mettent en garde «contre les agissements de cet homme

auquel ils ne reconnaissent aucune qualité de leader d'un aussi grand parti comme le FLN».

Enregistrant avec «satisfaction et fierté» le geste des militants du parti, lesquels avaient boycotté «le carnaval populaire de Belkhadem», le coordinateur du mouvement à Mila, Abdeslem Belatar, a dénoncé vigoureusement la mobilisation des moyens de l'administration pour les besoins du meeting de ce dernier.

«Nous dénonçons tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à la mobilisation des moyens de l'Etat. Au moment où l'on parle de transparence, ce dernier continue de faire appel aux autorités pour l'organisation de ses meetings en mobilisant les bus et les voitures des communes pour transporter les travailleurs du filet social et les contractuels pour assister à ses meetings.»

F. B.**CONGRÈS DES DISSIDENTS DU FNA****Les services de sécurité interviennent**

A la suite de la sortie médiatique du patron du FNA (Front national algérien), Moussa Touati, menaçant distinctement les redresseurs de ce parti qui ont prévu de tenir un congrès les 30 et 31 décembre à Boumerdès, les services de sécurité ont convoqué, hier après-midi, le responsable du bureau local, Bournissa, resté fidèle au président. Il est clair que les policiers ne veulent pas se retrouver à gérer une situation d'affrontement.

En effet, Touati a déclaré lors de sa conférence de presse, organisée mardi à Alger, qu'il réunira 2 000 partisans pour perturber cette rencontre. De plus, il a accusé l'administration et le ministre de l'Intérieur d'avoir ourdi un complot contre lui.

En dépit de notre insistance, le responsable du bureau de Boumerdès, tendance Touati, ne nous a pas révélé la teneur des questions que lui ont posées les policiers. De leur côté, les redresseurs maintiennent les dates arrêtées pour le déroulement de leur conclave. «La conduite de Touati est

déplorable», répliquent les contestataires par biais de leur porte-parole, M. Drif. «Nous sommes respectueux des lois du

pays. Nous tiendrons bel et bien notre congrès», ajoutera ce dernier au téléphone.

Abachi L.**À L'OCCASION DU SIXIÈME ANNIVERSAIRE DE SA MORT
Hommage au moudjahid Moussa Akhamoukh**

L'association Machaâl Chahid a rendu, hier, hommage au moudjahid Moussa Akhamoukh, à l'occasion du sixième anniversaire de sa mort.

Cheikh Moussa et son frère Ahmed Bey Akhamoukh, a rappelé, hier, le D^r Zridi, qui est intervenu au forum de presse de *E'l Moudjahid*, étaient les premières personnes contactées par le colonel Si El Haoues pendant la guerre de Libération pour créer une cellule FLN dans la région du Sud.

Les deux frères, dit-il, ont réussi à organiser et préparer la région pendant la révolution. Selon l'intervenant, les deux combattants ont fait échouer la tentative du

général de Gaulle de diviser le pays par la création d'une république au Sahara regroupant tous les Touareg, à l'exemple de la République de Mauritanie. La position et les interventions de Moussa Akhamoukh, a souligné pour sa part M. Bouhara, vice-président du Sénat, «ont joué un grand rôle pendant la guerre de Libération». Hadj Moussa Akhamoukh était le chef spirituel des Touareg depuis 1975, succédant à son frère Ahmed Bey. Il a été nommé premier président de l'APC de Tamanrasset après l'indépendance avant d'occuper le poste de vice-président de l'APN. Il est décédé en 2005 à l'âge de 84 ans.

S. A.**IL A ÉTÉ INSTALLÉ HIER****Sayah, nouveau DG de l'Office de répression de la corruption**

Le nouveau directeur général de l'Office central de répression de la corruption (OCRC), Abdelmalek Sayah, a été installé hier par le ministre des Finances, Karim Djoudi.

Chargé auparavant de la direction générale de l'Office national de la lutte contre la drogue et la toxicomanie, Abdelmalek Sayah dirigera dorénavant l'OCRC, un service central de police judiciaire et dont la vocation est d'assurer une action coordonnée en matière de sécurité financière à travers une coordination renforcée avec les autres organes de contrôle.

Parmi les missions de cet office, la collecte, la centralisation et l'exploitation d'informations relevant de sa compétence, ainsi que la conduite des enquêtes et la recherche de preuves sur les faits de corruption et la présentation de leurs auteurs devant le parquet.

C. B.